



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 24 au 30 juillet 2020

Le 31 juillet 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Quatrième réunion des hauts fonctionnaires sur l'Afghanistan.

**Bangladesh** : Contraction des échanges commerciaux, hausse des transferts des migrants et retour à un net excédent de la balance des paiements. La Banque centrale anticipe une détérioration de la balance des transactions courantes. La Banque mondiale (BM) a validé fin juillet un prêt concessionnel de l'IDA, équivalent à 202 MUSD, pour financer un projet de gestion des stocks de céréales. Une somme complémentaire de 730 MUSD accordée pour le futur pont sur la *Jamuna* financé par la *JICA*.

**Bhoutan** : Les irrégularités budgétaires ont augmenté de 134,1% au cours du dernier exercice. Les prix à la consommation enregistrent une hausse encore substantielle en mai.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : L'Etat indien a versé aux Etats fédérés les compensations de GST dues au titre de l'exercice budgétaire 2019-20. Le FMI reconnaît les efforts du pays pour améliorer le climat des affaires et attirer plus d'IDE. *Politiques monétaire et financière* : Dans son rapport sur la stabilité financière, la Banque centrale (RBI) montre que la qualité des actifs des banques pourrait se détériorer considérablement. Les actifs sous gestion de sociétés financières non bancaires pourraient se contracter entre 1% et 3%. *Autres informations* : L'Inde placera 371 catégories d'articles sous le régime obligatoire des normes indiennes d'ici mars 2021 et travaille à la mise en place d'une Commission sur l'électronique. Prolongation d'un an des taxes à l'importation sur les cellules de panneaux solaires. La BAsD a approuvé une subvention de 3 M USD, alors que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) continuera à soutenir des projets en Inde. Le PM Modi a inauguré virtuellement, avec son homologue, la nouvelle Cour suprême construite à Port Louis. Dans le domaine aérien, le ministère de l'aviation civile a étendu jusqu'au 24 novembre les restrictions sur les vols domestiques.

**Maldives** : Adoption de la réforme sur les droits de douane. Don de l'Inde de 5,5 M USD pour financer 9 projets de développement.

**Népal** : La Banque mondiale a publié sa mise à jour sur la situation économique du Népal.

**Pakistan** : Le gouvernement a signé deux accords de financement pour un montant total de 750 M USD avec la Banque mondiale et l'AIIB. Selon une enquête d'opinion Ipsos, hausse du chômage et augmentation du niveau de vie seraient les plus grandes préoccupations des Pakistanais. Le commerce de transit vers l'Afghanistan, via le port en eaux profondes de Gwadar, a commencé. La production d'électricité a presque doublé en juin par rapport au creux de mars 2020.

**Sri Lanka** : Obtention de 400 M USD auprès de la RBI. Accord de rachat (Repo) d'1 Md USD entre la CBSL et la FED de New York.



## AFGHANISTAN

- **Quatrième réunion des hauts fonctionnaires sur l'Afghanistan.** Cette rencontre s'est tenue le 28 juillet entre le gouvernement afghan et des hauts représentants des pays donateurs et des agences internationales de développement. Elle a permis des discussions sur les progrès réalisés par le pays par rapport aux principales priorités de développement.

Lors de son discours liminaire, le Président afghan a notamment souligné que l'agriculture se portait bien, avec une superficie cultivée en hausse de 10% par rapport à 2019, résultat largement facilité il est vrai le niveau élevé des précipitations. La production de blé est estimée à 5,13 millions de tonnes contre 4,9 M de tonnes l'année précédente, grâce notamment aux bonnes performances des cultures du maïs et du riz, ainsi que pour les fruits et légumes. Surtout, aucune culture ne s'affichait en repli, élément important en termes de vie rurale, comme de moyens de subsistance et de connexion urbaine avec les zones rurales de l'Afghanistan.

Les exportations, en hausse de 11% au premier trimestre 2020, ont ensuite reculé de 77,7% au trimestre suivant, mais ont repris désormais une trajectoire ascendante.

En termes de recettes budgétaires, les prévisions ont été réduites de 208,9 Mds AFS à 175,8 Mds AFS, soit 12% du PIB au lieu des 13,7% initialement prévus. Au 27 juillet, 54 % de l'objectif révisé avaient été atteints. Sur l'ensemble de l'exercice, les autorités prévoient d'atteindre l'objectif révisé fixé et de dépenser au moins 93% du budget de développement.

Enfin, un plan de relance est en cours de préparation, afin de passer d'une phase de secours liée à la pandémie de Covid-19, à celle du rétablissement.

## BANGLADESH

- **Macro-économie : contraction des échanges commerciaux, hausse des transferts des migrants et retour à un net excédent de la balance des paiements sur l'année budgétaire qui s'est achevée le 30 juin dernier.**

Pour la première fois depuis longtemps, les échanges commerciaux du Bangladesh affichent une contraction : sur l'exercice budgétaire échu au 30 juin dernier, ils s'élèvent à 83,5 Mds USD, contre 95 Mds USD en 2018/2019, en baisse de 12%. La balance commerciale présente un déficit de 17,9 Mds USD sur la période de juillet 2019 à juin 2020 contre -15,8 Mds USD sur la période comparable de 2019/2018 (+ 13%). Les exportations s'élèvent à 32,8 Mds (- 17%), dont 27,9 Mds USD pour le textile –habillement (-18%), et les importations à 50,7 Mds USD (- 9%).

La balance des services affiche un déficit de 2,9 Mds USD, en réduction de 6% ; les transferts des migrants progressent de 11% à 18,2 Mds USD contre 16,5 Mds USD sur l'exercice budgétaire écoulé, après une hausse de 9,6% lors de l'exercice précédent, et les investissements directs étrangers dégagent un flux net de 1,8 Mds € (-31%).

Selon la Banque centrale, la balance des transactions courantes affiche, sur l'année budgétaire 2019/2020, un déficit en réduction (-5%) qui s'élève à -4,84 Mds USD fin juin contre -5,1 Mds USD un an plus tôt. L'excédent de la balance des paiements passe de 179 MUSD en 2019 à 3,65 Mds USD en 2020, mais après la prise en compte des importants soutiens budgétaires apportés, en mai et juin, par les bailleurs multilatéraux.



Le niveau des réserves monétaires (36 Mds USD fin juin 2020, après ajustements, soit 6,4 mois d'importations), apparaît très satisfaisant, après avoir oscillé entre 31-33 Mds USD depuis 2016.

Sur l'exercice budgétaire écoulé, le Taka s'est déprécié de 0,5% vis-à-vis du dollar US, au même niveau que chez ses concurrents directs de la confection (Vietnam et Cambodge), mais moins que ce qui a été relevé en Inde ou en Chine. Pour autant, la monnaie reste surévaluée si l'on prend en compte le taux de change effectif réel (REER).



- **La Banque centrale anticipe une détérioration à venir de la balance des transactions courantes.** La *Bangladesh Bank* s'attend à un reflux des transferts des migrants pour les premiers mois de l'exercice budgétaire 2021 et à un creusement du déficit de la balance des transactions courantes lié au manque de dynamisme d'exportations structurellement dépendantes de la filière confection, en panne de clients. La balance des services va souffrir du double handicap d'investissements directs étrangers en berne, en raison de la pandémie mais surtout d'un climat des affaires compliqué, et d'un repli des transferts des migrants. Le niveau inattendu des transferts enregistré pour l'exercice budgétaire 2020 tient pour une large part au rapatriement d'économies de migrants qui ont perdu leur emploi ou se trouvent sur le point de quitter définitivement leur pays d'expatriation. La pandémie de la Covid-19 (238.000 cas enregistrés fin juillet contre 47.000 fin mai) restreint les retours des travailleurs dans leur pays d'émigration, et nombreux sont ceux qui redoutent de perdre leur emploi. On estime à 10,2 M la diaspora des expatriés, répartis dans 174 pays, mais majoritairement dans ceux du Golfe.
- **La Banque mondiale a validé fin juillet un prêt concessionnel de l'IDA, équivalent à 202 MUSD, pour financer un projet de gestion des stocks de céréales (blé et riz).** Il vise à assurer aux populations vulnérables l'accès à des nourritures de base dans les périodes post-cycloniques ; le « *Modern Food Storage Facilities Project* » doit permettre de construire 8 silos à grains modernes, d'une capacité de 535.000 t, soit 20% du stock national de sécurité (pour une enveloppe revue à 323 M\$), dotés d'un système de gestion des stocks en temps réel. On estime à 17% les pertes en nature qui pourront être évitées chaque année grâce à ces équipements.

Une première tranche de 210 MUSD a été approuvée fin 2013, et décaissée à hauteur de 64% en 2020 ; le programme, dont l'enveloppe est donc passée à 420 M\$ (dont 7,6 M USD financé par le gouvernement bangladais) doit être réalisé en avril 2022, et clos en octobre 2023. Le prêt est accordé suivant des modalités financières mixtes, s'étale sur 30 ans, avec 5 ans de grâce.



La première phase a permis de fabriquer localement et distribuer plus de 500.000 réserves domestiques (*Household Silos HHS*) aux populations fragiles des zones côtières pour qu'elles disposent en permanence de stocks sécurisés pour faire face aux incidents climatiques récurrents. Sa réussite a incité le gouvernement à financer un programme de 300.000 HHS supplémentaires. Le second volet (*Food Planning and Monitoring Program FPMP*, doté de 27 M USD), en cours, doit s'achever en juin 2021 ; il vise notamment à disposer d'outils statistiques fiables sur la logistique et les stocks. 11 stations de pesage électronique ont déjà été livrées.

La construction des trois premiers silos à riz (pour une enveloppe de 116 M\$ à Mymensingh, Madhupur -48.000t chacun- et Ashuganj -105.000t) a commencé en avril 2018 et doit être achevée en avril 2021. Les marchés pour deux silos à blé (114.300t à Chattogram et 76.700t à Maheshwarpasha/Khulna, 103 M\$) et trois silos à riz (48.000t chacun à Dhaka, Narayanganj et Barishal, 92 M\$) doivent être attribués en mars 2021 pour une livraison en mai 2023.

Le Bangladesh est particulièrement exposé aux chocs climatiques et régulièrement la victime d'inondations, cyclones tropicaux et sécheresse. Les deux-tiers des terres se situent à moins de 5 mètres du niveau de la mer et 30% des terres arables sont en zone côtière. Les changements climatiques devraient augmenter le niveau de la mer de 30 cm d'ici à 2050 et exposer une tranche supplémentaire de 14% de la population aux inondations d'ici à 2030.

- De nouveaux retards apparaissent pour les projets dans le domaine ferroviaire. **Une somme complémentaire de 730 MUSD a été accordée pour le futur pont sur la Jamuna financé par la JICA.** Sur l'exercice 2019-2020, le ministère du rail n'aura dépensé que 58,82 Mds Tk (610M€) sur les 125,99 Mds Tk qui lui étaient alloués dans le cadre du programme de développement annuel. Cette situation où les travaux prennent du retard est récurrente, notamment sur les chantiers emblématiques, avec de faible niveau d'achèvement de 7,7% pour le *Padma Rail Link* contre un objectif de 15%; 4,6% contre 50% pour la ligne transfrontalière Akhaura-Agartola ; 7% contre 10% pour le *Bangabandhu Railway Bridge*.

La Primature (ECNEC) a été contrainte de valider une hausse de 72% du budget alloué au *Bangabandhu Railway Bridge*, désormais à 167,8 Mds Tk (1,75 Mds€) contre 97 Mds Tk en 2016, avec une date de livraison repoussée de deux ans, à décembre 2025. Le projet sera mis en œuvre grâce à un financement conjoint du gouvernement (20 Mds Tk réévalué à 46 Mds) et de la JICA (77 Mds Tk, réévalué à 121 Mds Tk, 1,3 Mds€). Approuvé en 2016, seulement 11% du projet ont été réalisés quatre ans après. Pour mieux desservir la partie nord du pays, le ministère des chemins de fer souhaite construire ce pont ferroviaire de 4,8 km sur la rivière Jamuna équipé de rails *dual-gauge*. Le pont sera construit parallèlement au pont routier-ferroviaire homonyme 300 m en amont. Ce dernier permet actuellement au train de franchir la rivière à une vitesse maximale de 20 km/h. Une coentreprise japonaise Obayashi Corporation - TOA Corporation - JFE construira la partie est du pont (68 Mds Tk), tandis qu'une autre, formée par IHI et SMCC, travaillera sur la partie ouest (61 Mds Tk).

## BHOUTAN

- **Les irrégularités budgétaires ont augmenté de 134,1% au cours du dernier exercice budgétaire** selon le rapport annuel de la *Royal Audit Authority* (RAA). Ce rapport de la RAA a été compilé à partir de 564 rapports d'audit publiés l'an passé. Il met en évidence un montant d'irrégularités avec des conséquences financières non résolues de 1,415 Mds Nu en 2019, soit



une hausse de 134,1% par rapport aux 604,5 M Nu d'irrégularités de même nature signalées en 2018. Ce montant provient essentiellement des difficultés liées à la construction du projet routier *Gyelposhing- Nganglam* sous la responsabilité du *Work and Human settlements Ministry* et de malversations financières avec la *Bhutan National Bank Limited*.

Les conclusions du rapport relèvent des lacunes et des carences dans diverses agences et organisations publiques, pour un total de plus de 871 M Nu en 2019. Ce sont les institutions financières qui enregistrent le montant le plus élevé, avec des irrégularités relevées pour une valeur de 289 M Nu, suivies par les ministères, avec plus de 268 M Nu.

- **Les prix à la consommation enregistrent une hausse encore substantielle en mai, mais en léger repli toutefois par rapport au mois précédent** selon l'indice des prix à la consommation (IPC) publié récemment par le Bureau National des Statistiques (NSB). L'IPC traduit en effet une hausse de 4,2 % en g.a entre mai 2020 et 2019, après 4,55 % en avril.

Ce sont les prix alimentaires qui ont tiré l'indice à la hausse, avec une augmentation de 8,8 % en g.a en mai, après + 9,2 % en avril. Les prix des aliments et des boissons non alcoolisées ont également augmenté, de 9 % en mai. Au cours du même mois, les prix des boissons alcoolisées et des noix de bétel ont augmenté de 5,7 %. Pour les produits non alimentaires, la hausse en g.a en mai a été limitée à 0,4 % seulement. Dans le même temps, l'augmentation des prix a été de 3,1 % pour les vêtements et les chaussures et de 1,2 % pour le logement et les services publics.

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'Etat indien a versé aux Etats fédérés les compensations de GST dues au titre de l'exercice budgétaire 2019-20.** En application de la loi sur la GST, mise en place en 2017, les Etats fédérés avaient en effet reçu l'assurance d'une augmentation de 14% de leurs recettes annuelles de GST pendant cinq ans (avec pour base de calcul l'exercice budgétaire 2015-16) pour compenser des pertes éventuelles de recettes sur certains produits.

Selon le Conseil de la GST, présidé par la ministre des Finances de l'Union et qui s'est réuni pour la dernière fois le 12 juin, les Etats ont reçu à ce titre 62,612 crore INR en 2017-18, 95,081 en 2018-19 et un montant de 95,444 crore INR pour le dernier exercice budgétaire. Le paiement de ces sommes compensatoires est censé provenir du Fonds de Compensation ad hoc. Un transfert a dû toutefois être effectué au titre de l'exercice 2019-20 pour qu'il soit suffisamment abondé, depuis le Fonds consolidé de l'Inde (pour un montant de 33,412 crore INR).

- **Le FMI reconnaît les efforts du pays pour améliorer le climat des affaires et attirer plus d'investissements directs étrangers.** Il recommande néanmoins à l'Inde de poursuivre ses réformes au plan économique (notamment dans le domaine du secteur foncier, du droit au travail et du commerce) pour assurer une croissance durable et plus inclusive. Il incite aussi la RBI à poursuivre une politique monétaire accommodante et à prendre des mesures supplémentaires.

### POLITIQUES MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Dans son rapport sur la stabilité financière, la Banque centrale (RBI) montre que la qualité des actifs des banques pourrait se détériorer considérablement.** Le scénario de base



(récession de 4,4 %) indique que les prêts bruts non performants (PNP) passeraient à 12,5% en mars 2021, contre 8,5% un an plus tôt et à 14,7% si le PIB baissait de -8,9%. Les banques du secteur public seraient les plus affectées. Le ratio d'adéquation des fonds propres tomberait à 14,6% dans le scénario de référence et 11,8% dans le scénario extrême, cas où cinq banques ne parviendraient pas à satisfaire aux exigences de fonds propres minimales de 9% et auraient donc besoin d'injection de capital.

Le rapport met aussi en évidence une aversion croissante au risque sur les marchés financiers indiens: à la fois pour les banques (qui accordent principalement des crédits aux mieux notés des plus gros emprunteurs), parmi les déposants (avec une tendance à transférer leurs avoirs des établissements privés vers les banques du secteur public) et une dépendance croissante des acteurs de la finance non bancaire au secteur des entreprises (NBFC) aux banques en raison d'un certain tarissement des sources de financement de marché (notamment les fonds communs de placement). La lenteur des progrès réalisés dans la mise en œuvre des procédures d'insolvabilité est aussi soulignée, 34% du processus de résolution d'une insolvabilité s'étalant au-delà de 270 jours.

- **Les actifs sous gestion de sociétés financières non bancaires (NBFC) pourraient se contracter entre 1% et 3% pour la première fois depuis près de deux décennies** selon l'agence de notation Crisil. Si l'on retire les cinq plus importantes NBFC, la contraction pourrait même atteindre une fourchette de 7 à 9 %. Toutefois, la baisse des remboursements sur les prêts pendant la période du moratoire et la capitalisation des intérêts accumulés devraient constituer des éléments amortisseurs susceptibles de limiter la contraction.

#### AUTRES INFORMATIONS

- **L'Inde a décidé de placer 371 catégories d'articles sous le régime obligatoire des normes indiennes (IS) d'ici mars 2021.** Cette liste comprend l'électronique grand public, les jouets, le papier, le verre, les articles en caoutchouc, la machinerie lourde, les barres et les tubes en acier et a été confectionnée par le ministère du Commerce et de l'Industrie. Cette initiative entre dans le cadre de l'*Atmanirbhar Bharat* (Inde autonome), qui sous-tend une réduction des importations et l'augmentation des exportations.
- **Les autorités travaillent aussi à la mise en place d'une Commission chargée de l'électronique pour développer ce secteur au plan domestique et réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur.** Les importations d'électronique représentent notamment 32% des importations totales de l'Inde en provenance de Chine (sur un total de 65,26 Mds USD en 2019-20). La Commission pourrait agir comme guichet unique pour faciliter le développement des acteurs de l'industrie sur toutes les questions liées à la conception et à la fabrication. Elle devrait jouer un rôle clé dans la recherche de solutions aux obstacles identifiés, notamment pour la recherche d'infrastructures adéquates, de financements moins coûteux, de l'amélioration des capacités de conception et du développement des compétences.
- **Le gouvernement indien a prolongé pour un an les taxes à l'importation sur les cellules de panneaux solaires.** Ces taxes sur les panneaux chinois et malaisiens datent de 2018 et devaient expirer au 30 juillet 2020. Leur prolongation se fera en deux phases : un taux de 14,9 % du 30 juillet 2020 au 29 janvier 2021 et ensuite 14,5 % du 30 janvier 2021 au 29 juillet 2021. Ces taxes sont désormais applicables aux importations en provenance de Chine, de Thaïlande et du Vietnam, mais plus de la Malaisie.



- **La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé une subvention de 3 M USD** tirée sur son Fonds de réponse aux catastrophes en Asie-Pacifique (APDRF). Ce soutien devrait contribuer à améliorer la surveillance des maladies et à une détection plus précoce. Le don, qui est financé par le Gouvernement japonais, servira à acheter des scanners thermiques et des produits essentiels pour renforcer la réponse du Gouvernement indien au COVID-19.
- **Le président réélu de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), Jin Liqun, confirme que son «institution apolitique» continuera à soutenir des projets en Inde.** L'AIIB compte désormais 103 membres et a débuté ses activités en 2016 - elle ne comptait alors que 57 membre. La Chine est l'actionnaire principal de la Banque, avec 26,06 % des droits de vote, devant l'Inde avec 7,6 2%. À la mi-juillet 2020, l'AIIB avait approuvé 19,6 Mds USD pour 87 projets, répartis au sein de 24 économies. L'Inde en a capté pour 4,35 Mds USD, suivie de la Turquie avec 1,95 Mds USD. L'Inde est également le premier bénéficiaire du projet *Crisis Recovery Facility* de l'AIIB, qui vise à aider les Etats membres à atténuer l'impact du Covid-19. Un prêt global de 1,25 Mds USD lui a été attribué cette année dans ce cadre.
- **Le Premier ministre a inauguré virtuellement, avec son homologue, la nouvelle Cour suprême construite à Port Louis.** Cette réalisation a été menée à bien grâce à l'aide de subventions indiennes. Le bâtiment est l'un des cinq projets mis en œuvre dans le cadre d'un paquet économique spécial de 353 M USD prolongé par l'Inde en 2016.
- **Dans le domaine aérien, le ministère de l'aviation civile a étendu jusqu'au 24 novembre les restrictions sur les vols domestiques** (45 % de la capacité totale, pour un taux de 28 % aujourd'hui) et une fourchette de prix sur les billets. Emirates a annoncé la prise en charge à hauteur de 100€/jour, pendant 14 jours, des passagers qui seraient diagnostiqués positifs au Covid-19 pendant un voyage. Cette mesure s'appliquera, à ce stade, jusqu'au 31 octobre 2020.

## MALDIVES

- **Adoption de la réforme portant sur les droits de douane.** Le Président Solih a ratifié le 22 juillet le 17<sup>ème</sup> amendement réformant la loi sur l'import-export. Cet amendement avait précédemment été adopté le 15 juillet par le Parlement. Par cette réforme, l'ensemble des produits sont exemptés de droits de douane à l'exportation, à l'exception de ceux mentionnés dans la section 3 de la loi. Cependant, une redevance de 5% sera prélevée sur le prix FAB des biens commerciaux réexportés. Une exemption à hauteur de 50% des droits de douane sera applicable sur l'ensemble des biens importés, à l'exception de ceux listés dans la section 7 de la loi, lorsqu'ils sont importés via les ports et aéroports situés hors de la région de Malé. Des frais seront appliqués sur les prix de l'ensemble des biens importés et exportés, à hauteur de 1 MVR pour chaque 100 MVR. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les plastiques déclarés à usage unique par le Président seront interdits à l'importation.
- **Don de l'Inde de 5,5 M USD pour financer 9 projets de développement.** Ce don de 85 M MVR (5,5 M USD) du gouvernement indien aux Maldives vise à financer la construction de trois usines de transformation de poissons, le développement de cinq zones touristiques ainsi que l'établissement d'une usine de production d'eau en bouteille. Ces projets entrent dans le cadre de l'accord de partenariat (MoU) signé entre l'Inde et les Maldives le 17 mars 2019.



## NEPAL

- **La Banque mondiale a publié sa mise à jour sur la situation économique du Népal**, affectée par les chocs causés par le COVID-19. Après trois années d'expansion économique relativement soutenue, l'économie népalaise a été confrontée à des difficultés qui ont affecté les secteurs primaire, secondaire et tertiaire lors du premier semestre de l'exercice 2020.

Le secteur agricole a été fragilisé par une mousson retardée, qui s'est traduite par une baisse de 1,7% de la production de paddy. Dans le secteur manufacturier, le resserrement des conditions de crédit, une augmentation du seuil des IDE et des taux d'exécution toujours bas des projets d'investissement public ont entraîné une contraction de l'investissement et du nombre de nouvelles entreprises créés. Les services ont été affectés quant à eux par la décélération de la croissance des remises des travailleurs expatriés et le moins grand nombre de touristes, en provenance d'Inde notamment, en chute de 4,3% en g.a, ainsi que par un ralentissement des recettes associées.

Avec l'essoufflement de l'activité économique, les importations ont décliné au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (- 3,9 % en g.a pour les biens), ce qui a certes permis de réduire le déficit commercial, mais a néanmoins affecté aussi de manière négative la collecte des recettes publiques (très dépendantes, au Népal, des droits, accises et taxes sur la valeur ajoutée perçus à la frontière). De juillet 2019 à mars 2020, les recettes n'ont progressé que de 12,2 % en g.a, rythme le plus lent observé depuis l'exercice 2016. En contrepartie, les dépenses publiques ont crû de 9,4 % en raison de l'augmentation des dépenses récurrentes sur les salaires, les compensations accordées, les biens et les services, l'aide sociale et les transferts fiscaux.

Les importations de services se sont également contractées, pour la 1<sup>ère</sup> fois en quatre ans, sous le double effet de moindres services pour les voyages et pour l'éducation. On relèvera par contre la bonne performance des exportations, due en partie à l'augmentation des ventes à l'étranger d'huile de palme et d'huile de soja, notamment en Inde.

La pandémie de Covid 19 a créé un choc de demande et d'offre sur l'économie népalaise, qui s'est naturellement répercuté la croissance, notamment après l'annonce du confinement national le 21 mars. La Banque mondiale estime ainsi l'expansion économique pour l'exercice 2020 à seulement 1,8 %, après 7 % pour l'exercice budgétaire 2019. La croissance du secteur industriel reviendrait à un étiage de 4 ans à 3,2 % et celle des services à 1 %, au plus bas depuis 2002.

## PAKISTAN

- **Le gouvernement a signé deux accords de financement pour un montant total de 750 M USD avec la Banque mondiale et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB)** dans le cadre du de développement humain RISE. La Banque mondiale accordera un financement de 500 M USD et l'AIIB fournira un cofinancement de 250 M USD. Cela devrait renforcer les réserves de change et fournir des liquidités à l'économie.
- **Selon une enquête d'opinion Ipsos (qui détient une filiale au Pakistan), la hausse du chômage et l'augmentation du niveau de vie seraient les plus grandes préoccupations des pakistanais.** Dans l'ordre décroissant, les préoccupations de la population en cette période de pandémie seraient : (1) la crainte de se retrouver au chômage (pour 86 % des personnes interrogés) ; (2) l'augmentation des prix provoqué par la pandémie (83 %) ; (3) la crainte



d'attraper le virus (78 %) ; (4) la crainte d'une forte augmentation de la pauvreté (69 %) ; et (5) le manque d'installations de santé et d'enseignement.

- **Le commerce de transit vers l'Afghanistan via le port en eaux profondes de Gwadar a commencé** ce dimanche 26 juillet avec l'arrivée d'un cargo en provenance des Émirats arabes unis (EAU). Il s'agit du premier cargo de marchandises en vrac qui transite via Gwadar vers l'Afghanistan.
- **La production d'électricité a presque doublé en juin par rapport au creux enregistré en mars 2020, lors de la quasi-paralysie de l'activité économique en période de confinement.** La croissance significative de la production d'électricité (+ 92 % en glissement mensuel) indique que la majorité des usines et des industries ont repris leurs activités après le confinement de quatre mois. Les capacités de production installée dans le pays ont atteint plus de 34 000 MW en juin 2020 contre environ 30 500 MW en juin 2019 dont l'augmentation s'explique en grande partie par la multiplication des projets énergétiques dans le cadre du CPEC. En revanche, l'absence d'amélioration significative des infrastructures de distribution d'électricité reste un problème important et entraîne toujours des pénuries fréquentes.

## SRI LANKA

- **Obtention de 400 M USD auprès de la banque centrale indienne (RBI).** La Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) et la RBI ont signé un accord de swap le 24 juillet de 400 M USD. Ce montant sera mis à la disposition de Sri Lanka pour une période d'initiale de 3 mois, renouvelable deux fois par période de 3 mois.

Cette facilité, qui entre dans le cadre d'un arrangement spécifiquement dédié aux pays membres de la SAARC pour la période 2019 – 2022, a été approuvée en conseil des ministres. Elle permettra à Sri Lanka de faire face à ses besoins de court terme en devises. Les réserves de change de la CBSL atteignaient 6,69 Mds USD fin juin, soit l'équivalent de 4,2 mois d'importations. Des négociations sont en cours avec l'Inde pour un second accord de swap, cette fois d'un montant de 1 Md USD.

- **Accord de rachat (Repo) d'1 Md USD entre la CBSL et la FED de New York.** La Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) a conclu un accord de rachat (*overnight repurchase facility*, Repo) avec la Réserve fédérale (FED) de New York pour avoir un accès temporaire à des liquidités en USD. Cette facilité permettra à la CBSL de lever jusqu'à 1 Md USD ; elle pourra ainsi répondre à ses besoins de court terme en devises.

En contrepartie, la CBSL a mis en garantie des bons du Trésor américain d'une valeur de 1 Md USD qu'elle détient dans ses réserves.



**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 31/07/2020